



Numéro 538 du Vendredi 14 au Jeudi 20 Mars 2003

## Les dégâts collatéraux du capitalisme

La menace d'une guerre en Irak, si angoissante soit-elle, ne peut nous faire oublier la vague de « *plans sociaux* » qui déferle sur notre pays et dans notre département.

Ce sont des dizaines de milliers de salariés dont la vie a ou va basculer du jour au lendemain dans l'incertitude et l'angoisse.

Selon l'enquête d'opinion mensuelle parue dans « l'Humanité », la semaine dernière, 42 % des Français jugent préoccupante la situation de l'emploi, soit sept points de plus qu'il y a un mois.

Ce reflux de l'emploi devrait malheureusement se poursuivre les mois prochains. Le ministère de l'Emploi ne se montre pas optimiste, pas plus qu'un certain nombre d'économistes.

Aux licenciements massifs s'ajoute la progression continue de l'emploi temporaire et précaire.

Jamais le grand patronat n'a été aussi arrogant. Jamais, il n'a reçu autant de soutien d'un gouvernement.

La répression contre les salariés de Metaleurop, jeudi dernier, à la sous-préfecture, illustre bien ce parti pris.

Les plans de licenciements, comme la remontée du chômage, sont les conséquences directes de la crise économique qui frappe les pays capitalistes développés. La récession aux Etats-Unis, la crise en Allemagne, le ralentissement continu de l'économie française conduisent les classes dominantes à s'attaquer à l'emploi et aux salaires pour préserver les taux de profits des grands groupes industriels et financiers. Comme chaque fois, dans ce cas, ce sont les travailleurs qui payent la crise.

Les incertitudes autour de l'environnement international et la dégradation du climat social en France ont eu raison du moral des ménages qui est au plus bas depuis cinq ans.

Plus que jamais la sécurité de l'emploi doit être au cœur des débats de la Conférence sur l'emploi prévue le 18 mars prochain. Mais il est difficile de le croire alors que les décisions du gouvernement Raffarin viennent conformer ces choix politiques.

Il n'aura pas fallu longtemps pour que se dissipe la fumée des discours hypocrites sur la « *France d'en bas* ».

Chaque nouvelle mesure annoncée par un ministre du gouvernement Raffarin découvre un peu plus son vrai visage ultra-libéral. Que de désillusions !

**Marie-Serge Opigez**